

Cinq exigences politiques balladuriennes

par Philippe Brindet

écrit le 21 avril 2007

Dans un article d'un quotidien paru le 5 avril 2007, Edouard Balladur, ancien Premier Ministre, apporte son soutien au candidat de son parti à cause de cinq exigences :

- 1 - La France veut rester une grande puissance
- 2 - La place de la liberté doit être élargie.
- 3 - La France doit redevenir une terre de progrès.
- 4 - La France doit s'ouvrir au monde.
- 5 - La France doit agir pour la paix.

Malheureusement pour ces exigences, aucune n'est ni réaliste, ni juste.

Tout d'abord, il faut s'ôter de la mémoire l'illusion du gaullisme, lyrique et trompeur. Depuis le début de la Seconde Guerre Mondiale, la France n'est plus une grande puissance. Les réussites dont on se gargarise en France depuis cinquante ans font rire à l'étranger quand on les y fait connaître. Cependant, la plupart de ces "réussites" sont issues des efforts réels de l'époque du gaullisme, il faut bien le reconnaître. Que ce soit le programme électronucléaire, la force de dissuasion, l'espace ou le TGV, ce sont tous des projets initiés et même produits par le gaullisme. Depuis le règne de Mitterrand, plus rien. Et encore, ces réussites étaient très relatives dans le monde et forts insuffisantes pour nous donner une place de grande puissance. La Suisse et l'Italie faisaient au moins aussi bien. Et depuis, l'Espagne et le Portugal, la Slovénie font mieux que nous. Quant à notre influence en Europe, elle est aujourd'hui égale à celle de l'Estonie, et sûrement bien inférieure à celle-ci si les pays baltes continuent à s'allier à l'Allemagne. Quant à notre influence militaire, notre troupe professionnelle fournit des supplétifs à l'Armée américaine ou des polices privées à une organisation opaque qui se dénomme ONU. Quelle puissance restaurer ?

Quand Edouard Balladur invoque un élargissement de la liberté, un écoeurement nous saisit. L'Etat s'est emparé des dernières richesses. Pour avoir le droit de se déplacer, le citoyen doit payer une taxe de 80 % à l'Etat quand il utilise son automobile, et plus encore, par définition, s'il utilise les transports publics, pour lesquels il a déjà payé ses impôts. Si le citoyen veut exercer sa profession de manière indépendante, il devra payer à l'Etat et à ses nervis plus de 83 % de ce que ses clients lui versent. Et lors de ses activités prétendues libres, le citoyen est encadré par plus de 200.000 peines de prison qui lui sont applicables devant un juge unique, pour ne pas dire pire. Elargir une liberté nulle ?

L'invocation hypnotique au progrès est aussi un signe du passé, rationaliste et républicain qui nous a enterré dans un état arriéré. Edouard Balladur est cependant mesuré dans son invocation positiviste. Il ne se soumet pas au vulgaire culte du progrès, mais, plus réaliste et plus sage, il se borne à évoquer "une terre de progrès". Quelle terre de quel progrès pourrait-il y avoir dans un pays dont la puissance est débile et les citoyens opprimés ?

L'ouverture au monde est aussi une chanson lénifiante. La France n'est pas fermée au monde. Pire, elle sert de Far West à des puissances étrangères qui plantent les enclos de leurs troupeaux où bon leur semble, comme des sbires de mauvais

westerns. Nos entreprises sont pillées par leurs concurrents et leurs financiers qui profitent de nos débilites pour se servir sur les derniers actifs mobilisables. Après la délocalisation de la production, la conception et la distribution commerciale échappent progressivement à nos agents économiques.

Agir pour la paix est enfin, pour ce qui est de la France, une étrangeté. A l'extérieur, comment un pays dont la puissance est débile pourrait-il s'opposer à une puissance majeure, fauteur de guerres injustes ? A l'intérieur, comment cette puissance oppressive pourra maintenir la paix entre peuplements exaspérés par le manque de liberté, le manque de progrès ? Les basques s'opposeront aux bretons, les algériens aux maliens, le franc-comtois aux provençaux et ainsi de suite. Déjà les bandits s'affrontent quartiers contre quartiers, non seulement dans les banlieues prétendument déhéritées, mais aussi dans les villes et les campagnes. Il n'y a plus qu'un futur de violences à l'intérieur et à l'extérieur.

Pourquoi ?

Parce que la civilisation a été détruite par la république. Cette république qui règne encore comme un tyran épuisé de vieillesse, débile déjà mais aux colères redoutables pour les honnêtes gens et aux sourires enjôleurs pour les canailles.

Alarmes, citoyens ?